

Les mots de l'année

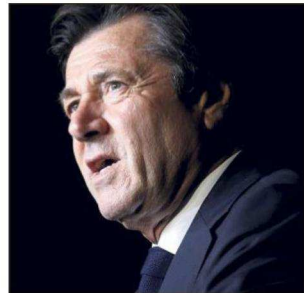
Internet en aurait fait un nuage. Ici, point d'algorithmes aux manettes: la rédaction a choisi dix mots-clés qui ont marqué l'actualité locale. Sélection: Antoine Louchez

C'est en 2017 qu'ils ont ouvert le feu. Longtemps restée souterraine, la guerre entre Christian Estrosi et Éric Ciotti a éclaté au grand jour lors de l'élection présidentielle. Le point de non-retour: cette poignée de main entre le premier et le candidat Macron lors de la campagne pour l'élection présidentielle (Nice-Matin d'hier). Le camp Ciotti, rangé derrière François Fillon ne lui a pas pardonné. Sifflets, déclarations et désaccords publics... Cette fracture entre les deux poids lourds les Républicains de Côte d'Azur – autrefois soudés – n'a eu de cesse de se creuser. Et de rythmer la vie politique locale. D'un côté, Christian Estrosi, tendance LR-Constructif, se voulant progressiste. En face, Éric Ciotti, partisan d'une droite dure, assumée, qui accuse son adversaire de « contorsions ». Le pragmatique face à l'idéologue. L'animal politique face au technicien. Un duel idéologique autant que personnel qui pourrait atteindre son paroxysme à l'élection municipale de 2020 ou 2021.



Éric Ciotti.

(Photo Frantz Bouton)



Christian Estrosi.

(Photo Jean-François Ottonello)



Photo Cyril Dolegny

Ciao Catherine! Après avoir perforé le sous-sol niçois sur 2,9 kilomètres pendant un an et demi, le tunnelier, appelé ainsi en hommage à Catherine Ségurane, a été démonté, rue de France, en novembre. Soit, la fin du creusement du souterrain de la ligne de tram Est-Ouest. Une étape décisive dans cet immense chantier, et un soulagement pour les riverains, comme pour Christian Estrosi qui

s'est félicité: « le plus dur est fait, le plus simple reste à faire ». Au moment de mettre symboliquement fin aux travaux, le maire a salué cette « réussite collective » sur des airs de revanche personnelle face aux « oiseaux de mauvais augure qui annonçaient l'effondrement de la moitié de la Ville ». Ce, alors que les critiques avaient repris à la suite de l'effondrement d'une partie de la chaussée, rue de France.

Catherine

Retour vers le futur. La décision a été actée le 7 juillet par le comité départemental de l'Éducation nationale: à partir de septembre 2017, fini les cours le mercredi pour les écoliers niçois. Et retour à la semaine de quatre jours. C'était alors loin d'être une surprise. Depuis des mois, Christian Estrosi s'employait à ce que Nice soit la première grande

rythmes

ville de France à s'affranchir de cette réforme du quinquennat Hollande, qu'il jugeait ruineuse et contre-productive. Le maire allant jusqu'à rendre visite au ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, dans l'espoir d'accélérer les choses. C'est qu'il se savait soutenu: au final, les conseils d'écoles ont appuyé cette décision à 98 %.



Il n'y a pas que le tram dans la vie Niçoise. En 2017 a été lancé un autre chantier colossal. Celui d'Iconic – surnommé Diamant – à la gare Thiers, dont la première pierre a été posée jeudi 16 novembre. Cet ensemble de 19 000 m² avait pour vocation initiale d'assurer le lien entre le tram et les trains. Mais son plus vaste objectif vise à stimuler le quartier et tout le centre-ville.

D'où

Iconic

l'installation, entre autres, d'un hôtel Hilton, d'une salle de spectacles, de bureaux, de commerces ou encore d'une salle de fitness. « Avant-gardiste » pour les uns, « débris de vaisseau spatial » pour les autres, ce projet aux lignes radicalement futuristes, imaginé par l'illustre architecte Daniel Libeskind et voulu par le maire, continue de partager les Niçois. Livraison prévue fin 2019.

migrants

Jusqu'alors cantonnée à Menton et la vallée de la Roya, la crise humanitaire des migrants s'est invitée à Nice cette année. Avec sa figure de proue très controversée, Cédric Herrou, et les militants de Roya citoyenne, qui ont décidé au printemps d'amener eux-mêmes à plusieurs reprises des candidats au statut de réfugié. En

train ou... en deux journées de marche. Objectif: la plateforme d'accueil située au 75, boulevard Grosso, par groupes d'environ 80 individus. Après des étapes en ville, place Garibaldi ou au parc Estienne-d'Orves, poussant Éric Ciotti, alors président du conseil départemental, à parler « d'occupation illégale ».

